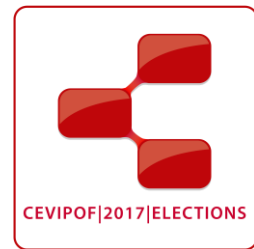


L'ENQUÊTE ÉLECTORALE FRANÇAISE : COMPRENDRE 2017



LA NOTE / #22 / vague 4

Juillet 2016

REGRETS, INDIFFÉRENCE OU SOULAGEMENT ? LES FRANÇAIS ET L'ABANDON DE L'EUROPE

L'Europe continue de travailler en profondeur l'espace idéologique et politique français. Le Brexit donne l'occasion de revenir sur les logiques sociales et politiques des attitudes des Français vis-à-vis de l'intégration européenne. De quelle manière les rapports complexes que les Français entretiennent avec cette question se sont-ils structurés ? Quelles sont les logiques sociales et politiques et de quelle manière l'intégration européenne vient-elle perturber le clivage gauche-droite ?

Méthodologie : Analyse de la vague (mai 2016) de l'Enquête électorale française.

Bruno Cautrès

Les trois questions posées par l'intégration européenne

Trois grandes questions sous-tendent les débats sur la construction européenne depuis ses débuts : concevons-nous notre avenir ensemble ou séparément (le principe de l'intégration européenne) ? ; vers quel type d'Europe voulons-nous aller ? (les modalités et les orientations des politiques européennes) ; avec qui voulons-nous réaliser les deux objectifs précédents (les frontières et l'identité européennes).

Le Royaume-Uni vient d'apporter sa réponse à la première question et de faire un choix historique en votant pour la sortie de l'Union européenne (UE). La seconde question a également structuré les débats publics britanniques lors de la campagne du Brexit à propos des conséquences économiques pour le Royaume-Uni d'un départ de l'Union européenne et de la question de l'immigration, sous la pression constante de l'UKIP. Enfin, la troisième question a joué un rôle essentiel dans la campagne du Brexit à travers les thèmes de l'identité nationale, des frontières de l'UE et de la Turquie en Europe.

D'une certaine manière, la France avait répondu dès le début des années 1990 à la première question lorsqu'elle ratifia (avec une très courte majorité) le Traité de Maastricht le 20 septembre 1992 (69,70% de participation, le « oui » l'emportant avec 51,05% des exprimés) mais aussi en faisant le choix de la zone euro. La seconde question joua un rôle fondamental lors du référendum du 29 mai 2005 sur le Traité constitutionnel européen auquel la France dit « non » (69,34% de participation, le « non » l'emportant avec 54,68% des exprimés) : douze ans après le Traité de Maastricht, le débat était moins structuré par la question du principe de l'intégration européenne (intégration vs souveraineté nationale) que par celle des modalités cette intégration (Europe

sociale vs espace économique). Enfin, la question des frontières de l'UE (avec, en creux, la question de la Turquie) et ses futurs élargissements constitue toujours en France une question importante et débattue.

I – De la déception à la contestation de l'Europe

La déception

Si les questions de la souveraineté nationale, de l'identité ou des frontières se sont posées dans les deux pays avec force depuis ces trente dernières années, la question des modalités et des orientations politiques de l'Europe s'est exprimée avec beaucoup plus d'acuité en France. Aux yeux des Français, la question n'est plus tant de savoir si le pays doit rester dans l'Europe : interrogés au printemps 2011 par l'enquête Eurobaromètre, seuls 19% des Français déclarent que l'appartenance de la France à l'Union européenne est une « mauvaise chose » (pourcentage égal à la moyenne observée parmi les 28 membres de l'UE) tandis que 32% des Britanniques le pensent à propos du Royaume-Uni¹. Les Français sont beaucoup plus « désenchantés » par l'Europe qu'opposés au principe de l'intégration européenne : dans la même enquête, un tiers des Français interrogés (37% des Britanniques et 26% des Allemands) indiquent que l'appartenance du pays à l'UE n'est « ni une bonne, ni une mauvaise chose », traduisant l'importance d'une forme d'« euro-indifférence » dans un segment important de la population française². Les données de l'Eurobaromètre montrent d'ailleurs que les Français donnent en général des réponses intermédiaires entre celles des Européens les plus négatifs et les plus positifs par rapport à l'Europe. Ainsi, alors que 30% des Européens considèrent que leur pays « pourrait faire mieux face au futur s'il était en dehors de l'UE », 24% des Français partagent cette opinion (23% en Allemagne) et 43% des Britanniques³. Plus récemment encore, la vague 1 de l'Enquête électorale française 2017 du CEVIPOF demandait aux personnes interrogées leur opinion sur la participation de la France à l'Union européenne : 21,5% déclaraient qu'il fallait diminuer cette participation, 32,5% qu'il fallait l'augmenter et 46% qu'il fallait la maintenir au même niveau.

Le clivage « ouvert/fermé »

Si la majorité des Français considère que l'appartenance de la France à l'UE n'est plus un débat, une véritable bataille d'interprétation se déroule néanmoins dans notre pays entre la gauche et la droite et plus encore au sein de chacune des deux familles politiques sur les politiques et les orientations politiques de l'Union européenne. Cette bataille d'interprétation est au cœur des tensions qui traversent la gauche et la droite depuis le milieu des années 1990 sur les questions économiques et sur les questions des frontières, de l'identité nationale et de l'immigration. Elle se manifeste par une fracture qui perturbe en profondeur l'espace idéologique et partisan français. Cette fracture révèle également le rapport complexe des Français vis-à-vis de l'intégration économique mondiale et de la mondialisation.

¹ 16% en Allemagne.

² Ce terme est emprunté aux travaux conduits par Sophie Duchesne, Florence Haegel et Virginie Van Ingelgom. Selon ces auteures, on a assisté à une montée de « l'euro-indifférence ». Alors qu'entre 1973 et 1993 le pourcentage de ceux déclarant que l'appartenance de leur pays à l'Union européenne n'était « ni une bonne, ni une mauvaise chose » s'échelonnait entre 18 et 25% des Européens interrogés par l'Eurobaromètre, on constate à partir du printemps 1994 une augmentation sensible. À partir de cette date, ce pourcentage est compris entre 26% et 30%. Dans le même temps, le pourcentage de ceux qui déclarent « ne pas savoir » s'il s'agit d'une bonne ou d'une mauvaise chose avoisine désormais régulièrement 10%, alors qu'il était autour de 5% entre 1973 et 1993. On notera que cette montée de l'« euro-indifférence » s'est effectuée dans le même temps qu'une forme de polarisation gauche-droite des attitudes vis-à-vis de l'Europe pour d'autres segments de la population. Voir : DUCHESNE (Sophie), FRAZER (Élisabeth), HAEGEL (Florence) et VAN INGELGOM (Virginie), 2013, *Citizens' Reactions to European Integration Compared. Overlooking Europe*, Palgrave.

³ Eurobaromètre 83, printemps 2015.

La question européenne comme celle de la mondialisation ont, en effet, révélé en France un nouveau clivage politique, en partie indépendant du clivage gauche-droite. Ce nouveau clivage oppose les valeurs de l'« universalisme » et de l'« anti-universalisme » (clivage également appelé, à la suite des travaux de Pascal Perrineau, le clivage « ouvert/fermé »⁴) : les valeurs de la tolérance, l'acceptation de l'ouverture économique et « culturelle » s'opposent aux valeurs du repli identitaire, de l'ethnocentrisme et de la xénophobie. Ce clivage a porté la dynamique du Front national dont l'émergence puis l'affirmation constituent sans doute l'effet le plus visible de cette transformation. D'autres événements politiques majeurs qu'a connus la France depuis une quinzaine d'années attestent également de l'ampleur du phénomène : la qualification de Jean-Marie Le Pen pour le second tour de l'élection présidentielle de 2002⁵, le vote « non » lors du référendum sur le projet de traité constitutionnel européen le 29 mai 2005 et les tensions et recompositions au sein de la gauche et de la droite.

Les traces du 29 mai 2005

Le référendum de 2005 tient une place fondamentale dans la manière dont la question européenne continue en 2016 de perturber l'espace politique français. Il a donné l'occasion au camp du « non » d'exprimer diverses formes du rapport à la mondialisation et à l'intégration européenne en France qui ne cessent de revenir dans les débats publics : « anti-mondialisme » d'extrême-droite, « altermondialisme » de gauche ou d'extrême-gauche, Union européenne présentée comme le cheval de Troie de la mondialisation ou au contraire intégration européenne présentée comme le seul rempart ou bouclier efficace contre les aspects négatifs de la mondialisation.

Les traces du 21 avril 2002 et plus encore du 29 mai 2005 sont fortement présentes dans les séquences électorales de 2007 et 2012. Pour ne prendre que quelques exemples, on peut rappeler : la présence, parmi les candidats à l'élection présidentielle de 2007, de José Bové, figure emblématique de l'altermondialisme en France mais aussi d'Olivier Besancenot ; la création, en 2009, d'un Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) issu de la Ligue communiste révolutionnaire, la candidature aux primaires socialistes de 2011 d'Arnaud Montebourg qui se revendique alors de la « démondialisation » ; la candidature de Jean-Luc Mélenchon au nom de Front de gauche parmi les candidats de 2012 et sa place de quatrième à l'issue du premier tour ; la réaffirmation par Marine Le Pen (arrivée en troisième position), nouvelle présidente du Front national, d'un discours axé sur la « remise en ordre de l'État-nation par une souveraineté recouvrée » et d'un « État protecteur et efficace au service de la communauté nationale ».

Il faut noter que les débats sur l'intégration européenne et la mondialisation en France s'inscrivent dans une histoire antérieure au Traité de Maastricht. Ils commencent à manifester leur intensité dès le milieu des années 1980, période marquée par une réduction des affrontements idéologiques et une forme de consensus sur la fin de l'exception française. L'expérience de la gauche au pouvoir, entre 1981 et 1988 notamment (malgré la cohabitation de 1986 à 1988), confrontée aux réalités de l'exercice du pouvoir et de l'économie internationale, l'épuisement budgétaire de l'État-providence avaient en effet considérablement atténué le climat des grands affrontements idéologiques gauche-droite caractéristiques des décennies de l'après-guerre.

Il s'est donc opéré en France, pendant la décennie 1985-1995, un double mouvement : d'une part, une affirmation grandissante par les élites politiques de la vocation européenne de la France et une acceptation de principe de cette vocation par certains segments de la population ; d'autre part, l'éclosion d'une contestation à la française des modalités et des conséquences de l'intégration européenne et de la mondialisation. Cette contestation s'est nourrie de la tradition intellectuelle universaliste française, du sentiment national que la France incarne des valeurs universelles qui ont vocation à dépasser ses frontières et d'une relation historique ambiguë avec les États-Unis et le monde anglo-saxon pensé comme l'antithèse du modèle français.

⁴ Voir par exemple : PERRINEAU (Pascal), *Le choix de Marianne : Pourquoi, pour qui votons-nous ?*, Paris, Fayard, 2012.

⁵ Jean-Marie Le Pen évoque, au soir de sa qualification, le « peuple » victime de « l'euro-mondialisme de Maastricht ».

II – Structuration sociologique et perturbation du clivage gauche-droite

Les gagnants et les perdants de l'intégration européenne

Les données de la vague 4 de l'Enquête électorale française permettent de revenir sur ces questions à l'aide de données récentes (mai 2016) mais aussi d'un échantillon de très grande taille permettant de détailler le rapport à l'Europe de segments diversifiés de la population.

Appelés à se demander s'ils éprouveraient ou non des regrets en cas d'abandon du projet européen, les panélistes de l'enquête se situent tout d'abord en majorité du côté des regrets puis de l'indifférence ; seuls 23% expriment qu'ils en ressentiraient un « vif soulagement ».

Tableau 1 : L'opinion sur l'Europe, selon des variables sociologiques
Source : Enquête électorale française ENEF 2017, CEVIPOF, vague 4

	Si on annonçait demain que l'Union européenne est abandonnée, vous éprouveriez...		
	De grands regrets	De l'indifférence	Un vif soulagement
ENSEMBLE	44	33	23
Sexe			
Homme	44	32	24
Femme	44	34	23
Âge			
Moins de 35 ans	44	37	19
18 à 24 ans	44	36	20
25 à 34 ans	44	37	19
35 à 64 ans	40	35	26
35 à 49 ans	37	38	25
50 à 64 ans	42	32	26
65 ans et plus	53	25	22
PCS de l'interviewé(e) (actuelle ou ancienne)			
Agriculteur exploitant	42	34	24
Profession indépendante	45	31	24
Cadre supérieur	63	24	13
Profession intermédiaire	49	33	18
Employé	37	36	27
Ouvrier	27	39	34
Retraité	50	28	23
Autre Inactif	41	34	25
Statut de l'interviewé(e)			
Salarié du public	45	34	21
Salarié du privé	39	38	23
À son compte, chef d'entreprise	45	31	24
Chômeur / Recherche 1er emploi	34	38	28

Étudiant	52	31	17
Retraité	50	28	23
Autre inactif	31	35	34
Le diplôme le plus élevé que vous ayez obtenu			
Aucun diplôme, CEP	28	37	34
BEPC, CAP, BEP	32	37	31
BAC	38	36	26
BAC +2/+3	48	33	19
BAC +4 ou plus / Grandes Écoles	64	24	12
Catégorie d'agglomération			
Rural (moins de 2.000 hab.)	40	35	26
2.000 à 9.999 hab.	40	34	26
10.000 à 49.999 hab.	44	33	23
50.000 à 199.999 hab.	44	34	22
200.000 hab. et plus ; Agglo. de Paris	48	31	21
Revenu mensuel net du foyer			
Moins de 1 250 euros	36	33	31
De 1 500 à 1 999 euros	37	36	27
De 2 000 à 2 499 euros	40	35	25
De 2 500 à 3 449 euros	43	35	23
De 3 500 à 5 999 euros	54	29	17
6 000 euros et plus	64	23	14

On peut tout d'abord remarquer (tableau 1) que la structuration sociologique des opinions des Français sur l'Europe est toujours très forte, montrant de nettes oppositions entre plusieurs visions de l'Europe. La question européenne a une forte capacité à révéler des fractures sociologiques majeures de la société française, inscrites dans le rapport inégal à la compétence culturelle, à la richesse économique et au territoire.

Le biais élitaire que nous avons analysé avec Gérard Grunberg⁶ est toujours fortement présent dans les données de 2016 : ce sont bien les plus diplômés et les plus favorisés socialement qui manifestent les attitudes les plus positives par rapport à l'Europe. Des écarts très importants existent dans le soutien à l'Europe en fonction des niveaux de diplôme et de revenus. Selon Hanspeter Kriesi, mais aussi Niel Fligstein, la globalisation et l'intégration européenne ont fait apparaître un nouveau clivage entre perdants et gagnants de ces deux processus historiques. Ce clivage s'exprime, selon ces auteurs, dans les dimensions économiques mais aussi culturelles. Les groupes sociaux qui ont, notamment par leurs compétences culturelles ou techniques, plus de facilité à s'adapter à l'économie mondiale ouverte sont davantage favorables à l'intégration économique européenne et au dépassement des frontières nationales dans le domaine de l'identité ou culturel. Le sentiment de perte de souveraineté dans les deux dimensions vient, en revanche, nourrir le sentiment du repli identitaire et la demande de protection au sein des frontières nationales.

⁶ Voir : CAUTRÈS (Bruno) et GRUNBERG (Gérard), 2007, « Position sociale, identité nationale et attitudes à l'égard de l'Europe, la construction européenne souffre-t-elle d'un biais élitiste », in Costa (Olivier) et Magonette (Paul), dir., *Une Europe des élites ? Réflexions sur la fracture démocratique de l'Union européenne*, Éditions de l'université de Bruxelles, p. 12-31.

L'Europe et le clivage gauche-droite en France

Quelles sont les logiques politiques de ces clivages sociaux ?

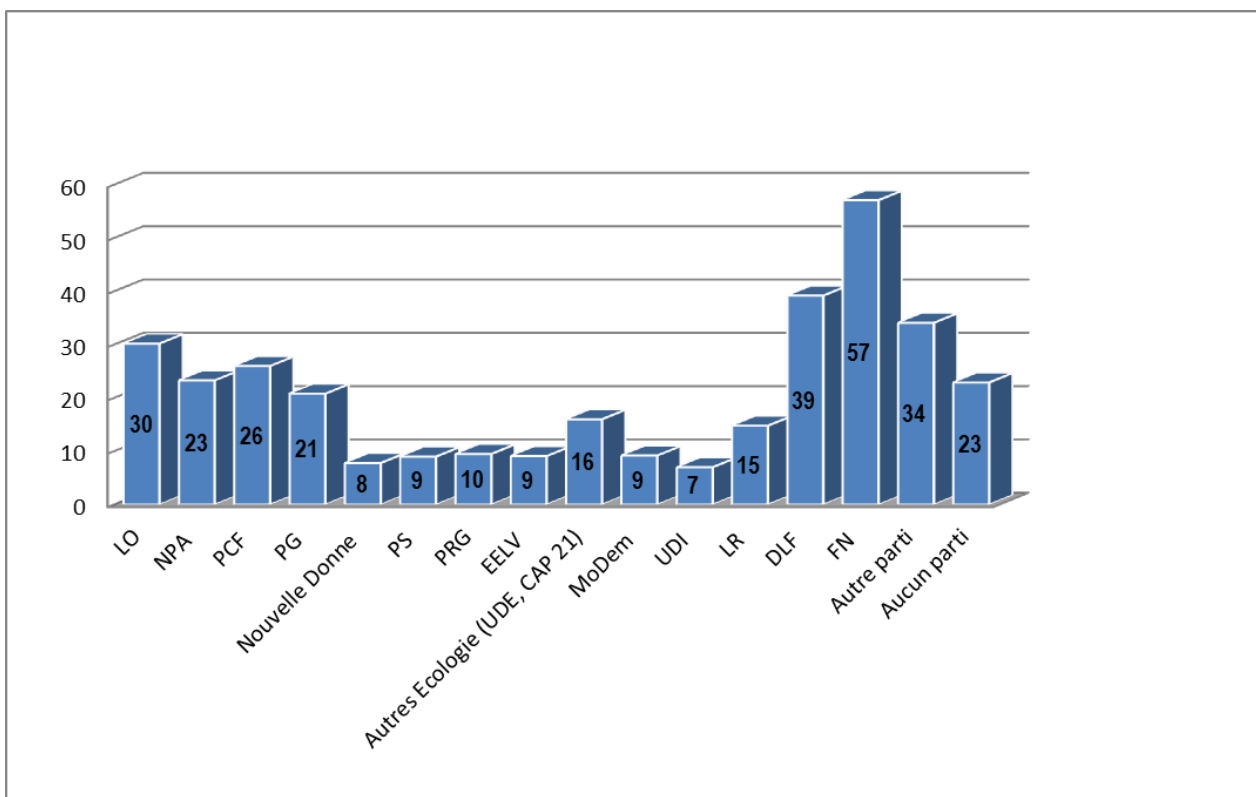
Tableau 2 : L'opinion et l'Europe, selon des variables politiques
Source : Enquête électorale française ENEF 2017, CEVIPOF, vague 4

	Si on annonçait demain que l'Union européenne est abandonnée, vous éprouveriez...		
	De grands regrets	De l'indifférence	Un vif soulagement
ENSEMBLE	44	33	23
Vote Présidentielle 2012 1 ^{er} tour			
N. Arthaud	43	26	31
P. Poutou	43	38	19
J.-L. Mélenchon	41	36	23
F. Hollande	59	28	14
E. Joly	68	26	6
F. Bayrou	60	30	10
N. Sarkozy	50	33	17
N. Dupont-Aignan	27	39	35
M. Le Pen	10	35	55
J. Cheminade	45	27	28
Vote Présidentielle 2012 2 ^d tour			
F. Hollande	53	30	17
N. Sarkozy	41	34	24
Intentions de vote 2017 - Hypothèse Sarkozy (certains d'aller voter)			
N. Arthaud	42	31	27
P. Poutou	45	33	22
J.-L. Mélenchon	47	33	20
C. Duflot	75	21	5
F. Hollande	77	17	6
F. Bayrou	69	23	9
N. Sarkozy	57	30	13
N. Dupont-Aignan	34	34	32
M. Le Pen	12	31	57
J. Cheminade	13	17	71
Intentions de vote 2017 - Hypothèse Juppé (certains d'aller voter)			
N. Arthaud	42	31	27
P. Poutou	47	31	22
J.-L. Mélenchon	48	32	20
C. Duflot	72	22	6

F. Hollande	77	17	6
A. Juppé	63	27	11
N. Dupont-Aignan	33	37	30
M. Le Pen	11	32	57
J. Cheminade	24	27	49

Le tableau 2 montre à quel point la question européenne vient perturber les logiques habituelles du clivage gauche-droite en France. Tout se passe comme si les attitudes vis-à-vis de l'Europe construisaient un centre de gravité de la vie politique française autour des partis et des candidats mainstream de la gauche et de la droite, avec un plus fort soutien en faveur de l'Europe à gauche néanmoins. Les partis et les candidats situés aux deux extrémités de la dimension gauche-droite sont moins favorables, voire clairement négatifs vis-à-vis de l'Europe et cela est surtout vrai à l'extrémité droite de l'échiquier politique. Le graphique 1 montre d'ailleurs que la relation entre la proximité partisane et l'opinion négative sur l'Europe a une forme de courbe en J : au centre du graphique ceux qui se déclarent proches des partis qui vont de Nouvelle Donne à LR expriment faiblement le « vif soulagement » qu'ils éprouveraient en cas d'abandon de l'Union européenne ; aux deux extrémités du graphique, mais surtout à droite (DLF et FN), le « vif soulagement » est nettement plus fortement exprimé. Ce tableau montre également que si Nicolas Sarkozy obtient le soutien d'électeurs qui sont en majorité favorables à l'Europe, une vraie différence apparaît avec les électeurs potentiels d'Alain Juppé à la primaire : ces derniers sont plus nettement positifs vis-à-vis de l'Europe et plus proches des électeurs de François Bayrou, voire François Hollande, en matière d'attitudes vis-à-vis de l'UE.

Graphique 1 : L'opinion selon laquelle on éprouverait un « vif soulagement » en cas d'abandon de l'Union européenne, selon la proximité partisane
 Source : Enquête électorale française ENEF 2017, CEVIPOF, vague 4



Conclusion : les deux dimensions des opinions des Français sur l'Europe

Si l'Europe perturbe le clivage gauche-droite en France, il ne faut néanmoins pas restreindre les attitudes des Français vis-à-vis de l'intégration européenne à une seule dimension : avec Céline Belot et Sylvie Strudel, nous avons montré que les attitudes des Français à l'égard de construction européenne doivent en fait être pensées en deux dimensions : ici nous n'avons étudié que la question du principe de la participation de la France à l'UE. Mais d'autres indicateurs de notre enquête couvrent ce que les Français pensent des conséquences de l'intégration européenne sur des questions comme le chômage, la protection sociale, l'identité nationale ou l'immigration. Les électeurs de la gauche déclarent davantage que ceux de la droite craindre qu'avec plus d'intégration européenne la France perde son modèle de protection sociale. Quant aux électeurs de droite, et plus encore du FN, ce sont les craintes identitaires et vis-à-vis de l'immigration qui sont très fortes. Nous reviendrons sur cette seconde dimension des attitudes des Français vis-à-vis de l'Europe dans une note suivante.

On peut conclure que l'Europe jouera un rôle essentiel non seulement dans l'élection présidentielle de 2017, mais aussi au moment des primaires qui sélectionneront le candidat de la droite et celui du PS. Quels que soient les vainqueurs des deux primaires, puis celui de la présidentielle, la question européenne et ses conséquences sur le modèle social français et sur les choix budgétaires de la prochaine majorité pèsera de tout son poids. Il faut espérer que la campagne électorale permettra, peut-être grâce à l'onde de choc du Brexit, d'apporter des réponses et de clarifier les positions des uns et des autres sur l'Europe.

Bibliographie et références documentaires

BELOT (Céline) et CAUTRÈS (Bruno), « Opinion publique et intégration européenne », Bélot (Céline), Magnette (Paul) et Saurugger (Sabine), dir., *Science politique de l'Union européenne*, Economica, 2007.

BELOT (Céline), CAUTRÈS (Bruno) et STRUDEL (Sylvie), « L'Europe comme enjeu clivant : ses effets perturbateurs sur l'offre électorale et les orientations de vote lors de l'élection présidentielle de 2012 », *Revue française de science politique*, 2013, vol. 63, n°6, p. 1081-1112.

FLIGSTEIN (Neil), *Euroclash: The EU, European Identity, and the Future of Europe*, Oxford University Press, 2008.

KRIESI (Hanspeter), LACHAT (Romain), BORNSCHIER (Simon) et GRANDE (Edgar), *West European Politics in the Age of Globalization*, Cambridge University Press, 2008.

CAUTRÈS (Bruno), *Les Européens aiment-ils (toujours) l'Europe ?*, Paris, La Documentation française, 2014.

L'auteur	Édition	Réalisation
Bruno Cautrès Chercheur CNRS bruno.cautres@sciencespo.fr	Madani Cheurfa / Odile Gaultier-Voituriez	Marilyn Augé

L'Enquête électorale française

Le Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF) est le laboratoire de référence pour l'étude des attitudes politiques et l'analyse du comportement électoral. De novembre 2015 à juin 2017, le CEVIPOF déploie un dispositif inédit de recherche et notamment l'Enquête électorale française dans la perspective de l'élection présidentielle de 2017.

En partenariat avec IPSOS et *Le Monde*, un panel de 25 000 Français, un autre de 1 000 jeunes de 16 à 18 ans et un dernier de 2 500 personnes non inscrites sur les listes électorales, sont interrogés 16 fois durant vingt mois.

L'Enquête électorale française, à l'instar des recherches conduites précédemment aux États-Unis, au Canada ou au Royaume-Uni, répond à quatre grandes questions :

> Quels sont les facteurs individuels et contextuels susceptibles d'ancrer un choix électoral ?

> Les variables dites lourdes (socio-démographie, religion et patrimoine) suffisent-elles à expliquer les choix électoraux ? Qu'en est-il des ressorts psychologiques du vote (émotions et personnalité) ?

> Quelle est l'influence des changements personnels, familiaux, professionnels ou encore géographiques sur le vote ?

> Enfin, quelles sont les formes de mobilisation politique des primo-votants ?

Pour ces recherches menées dans le cadre de l'Enquête électorale française, le CEVIPOF bénéficie du soutien du ministère de l'Intérieur.



www.enef.fr

cevipof.2017@sciencespo.fr

www.cevipof.com
